



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/UE-Afrique-sous-couvert-de-sauvetage-marchandage-des-personnes-en-migration>

UE-Afrique : sous couvert de sauvetage, marchandage des personnes en migration

- International - Afrique -

Date de mise en ligne : lundi 11 septembre 2017



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'été 2017 a été marqué par des attaques sans précédents contre les solidarités envers les personnes en migration que ce soit sur terre ou en mer. Les réponses des autorités européennes apportées à la situation migratoire continuent de privilégier l'externalisation et la répression à l'accueil et la protection.

Tiré du [blogue de l'auteur](#).

En Méditerranée, comme le rappelle le réseau Migreurop, le [harcèlement des ONG](#) a fait rage : saisie d'un bateau associatif de sauvetage ou encore ouverture d'une enquête contre le père Zeraï qui soutient les personnes en perdition en Méditerranée. L'Italie a également forcé la main aux ONG de recherches et de sauvetage afin de signer un code de conduite, restreignant ainsi leurs pratiques quotidiennes de sauvetage, déjà encadrées par ailleurs par le droit international. De plus, l'Italie a mis en place une opération navale italienne dans les eaux libyennes pour soutenir les gardes côtes en termes d'interception. En parallèle, la Libye a créé sa zone de recherche et de sauvetage en mer, y interdisant l'accès aux humanitaires et les menaçant si ces derniers tentaient de s'y introduire. C'est notamment dans ce contexte que Médecins Sans Frontières a décidé de suspendre les activités de sauvetage de son bateau. L'Italie est aujourd'hui accusée d'avoir négocié avec des milices libyennes le contrôle des frontières. Les milices, passeurs d'hier, seraient en partie, les contrôleurs d'aujourd'hui.

Les négociations européennes avec la Libye sont également allées bon train : ont été décidés, entre autres, un soutien financier de l'UE à hauteur de 46 millions d'euros pour le renforcement des frontières et une mission de l'agence européenne Frontex. Tout est donc mis en oeuvre par l'Europe et ses États, en collaboration avec les autorités libyennes, pour contenir les personnes en amont des frontières européennes dans un pays où le chaos règne et où les violences aux personnes, notamment étrangères, sont documentées régulièrement (viols, exécutions sommaires, détention arbitraire et privation de nourriture, etc.).

Dans ce contexte, le président français Emmanuel Macron a réuni le 28 août à Paris, les chefs de gouvernement espagnol, italien, allemand, nigérien, tchadien et libyen ainsi que la cheffe de la diplomatie européenne Mme Mogherini afin de « relever le défi de la migration irrégulière ». Dans la lignée du sommet de la Valette de 2015 et des instruments de coopération politiques militaires et financiers mis en place, la [déclaration commune](#) publiée à l'issue de ce mini-sommet UE-Afrique rappelle les priorités des États parties : la lutte contre les passeurs désignés comme seuls responsables de la situation, la stabilisation de la situation en Libye, un meilleur contrôle des frontières des pays au sud de la Méditerranée et des efforts pour augmenter les retours volontaires et forcés tout au long du parcours migratoire.

Pour contrebalancer quelque peu ces dispositions restrictives et afficher sa soi-disant « solidarité » avec les pays du Sahel, une [déclaration annexe](#) annonce la mise en place de missions de protection en vue de réinstaller des personnes réfugiées en Europe. L'Ofpra, l'agence française en charge de l'asile, a déjà mené début août deux missions au Niger et au Tchad afin d'engager des discussions avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) institution en charge des programmes de réinstallation. Si la perspective d'ouverture de voies légales pour des personnes en quête de protection est positive, les modalités de mise en oeuvre et le nombre de personnes pouvant bénéficier de ces programmes reste complètement floues. Par ailleurs, ces initiatives ne devraient en aucun cas s'opposer à la possibilité pour une personne en quête de protection d'accéder au territoire européen pour y faire sa demande. Les développements actuels ne vont pourtant pas dans ce sens.

Ainsi, en sous-traitant le contrôle des personnes migrantes à la Libye et aux pays du Sahel, l'UE et ses États tentent

UE-Afrique : sous couvert de sauvetage, marchandage des personnes en migration

de repousser leurs frontières encore plus au sud se rendant ainsi complices de violations des droits humains. Par ailleurs, ils contreviennent au droit international en facilitant des expulsions collectives ainsi que le retour vers la Libye où les personnes seront soumises à des traitements inhumains et dégradants.

À nouveau, l'Europe et la France mettent en place des politiques qui créeront encore plus d'obstacles et de risques pour les personnes migrantes et ce, à des milliers de kilomètres du territoire européen. Comme le dit d'adage populaire, « loin des yeux, loin des cœurs », et aujourd'hui, loin du droit et du regard des citoyens européens.

www.lacimade.org